

coronavirus | Généraliste en colère « On nous envoie au front tout nus »

Coordinateur des médecins régulateurs libéraux du Centre 15 dans le Haut-Rhin et président de la maison médicale de Thann, Didier Kleimberg dénonce un « scandale sanitaire sans précédent ».

Par Propos recueillis par Marie-Lise PERRIN - 06:00 - Temps de lecture : 2 min



Le chef des médecins régulateurs du Centre 15 dans le Haut-Rhin sort de sa réserve face à ce qu'il appelle un « scandale sanitaire sans précédent ». « Au Centre 15, on a vu arriver le Covid à Mulhouse il y a trois semaines. On a tiré la sonnette d'alarme mais personne n'a réagi. On a perdu une bonne semaine. Aujourd'hui, nous autres médecins généralistes, on est envoyé au front tous nus. On est obligé de garder un masque sur deux jours, de garder des gants d'un malade à l'autre. C'est juste fou qu'on laisse la population du Haut-Rhin vivre ça. »

La distribution de masques dans le Haut-Rhin par les autorités sanitaires est insuffisante : « Ce matin, il y avait une deuxième distribution de masques où tous les médecins du département ont dû courir soit à Mulhouse soit à Colmar. En deux heures tout est parti. C'était la foire d'empoigne. » Des scènes de bagarres entre infirmières libérales lors de la distribution au Hasenrain mercredi matin ont en effet été signalées. Didier Kleimberg, lui, estime scandaleux « qu'on demande à des médecins d'aller chercher leurs masques à deux heures de route et qu'en plus, on ne soit pas fichu de leur en donner ».

« On ne trouve plus rien en France entière : ni blouse, ni gants, ni surblouses, ni désinfectants de surface. C'est le Moyen Âge. » Or la lutte contre la maladie ne touche pas uniquement les urgences, loin de là : « Soit les gens se dégradent vite et sont envoyés aux urgences. Soit ils peuvent être très bien pendant 13 jours et se dégrader le 14e jour. Pendant ce temps, on doit les surveiller. Les infirmières doivent venir masquées pour pas tomber malade et pour pas donner le virus à d'autres. Sans équipement, on a l'impression de partir au combat comme en 14, avec les armes de 1870. »

L'urgence sanitaire n'est pas prise en compte par les autorités, estime Didier Kleimberg, qui avertit :
« Certains médecins menacent de se retirer des soins si ça continue comme ça. »

Journal *L'Alsace* 19 mars 2020